

Quimper ville - Délégation de l'eau. Le oui dans la douleur - 25 septembre 2010



Au milieu d'un chahut général et des quolibets d'une cinquantaine de manifestants pro-régie, la délégation de l'eau à Veolia a été adoptée hier soir. Mais le maire n'a pas échappé à des critiques appuyées de ses pairs.

18h, hier. Édouard Ryckeboer, président d'Eau Secours 29, interpelle le maire du fond de la salle: «M.Poignant, nous vous demandons, pour la troisième fois, la parole. Vous nous la donnez ou non?». Pas de réponse de Bernard Poignant qui entame l'ordre du jour sans ciller. Quelques membres de l'association contournent alors l'assemblée et viennent se poster derrière le maire, la bouche barrée d'un sparadrap.

Un amendement refusé

Deux heures plus tard, les sparadraps sont enlevés et les esprits échauffés. D'autant qu'Odile Vigouroux, Martine Petit et Martine Tressard proposent au conseil de se prononcer sur un amendement: considérant que l'étude sur la faisabilité d'une régie est «incomplète» et présente «des défauts de méthodologie» là où il faut «des données sincères et objectives» et qu'un débat citoyen «doit se prolonger entre élus, citoyens, conseils de quartiers pour rester fidèle à la parole donnée», les trois conseillères demandent de surseoir au vote, «au moins de trois mois pour associer associations et citoyens à un débat ouvert, basé sur une comparaison juste et sincère du prix et de la qualité proposée». Applaudissements à tout rompre. Bernard Poignant souhaite, sèchement, «que cet amendement soit repoussé car il met en cause ma sincérité». Les élus de Kemper, l'Écologie à Gauche seront les seuls à voter pour. Pas suffisant.

«Vous aviez promis un débat!»

À partir de là, le brouhaha va aller crescendo, à mesure que le maire expliquera son choix. «L'étude «régie» a été confiée à deux cabinets, Oxena et Calia (c'est la même société, NDLR), avec un cahier des charges précis». Les manifestants scandent: «Il est où, ce cahier des charges?». Bernard Poignant reprend tant bien que mal: «Nous avons gardé un objectif en tête: le meilleur prix pour la meilleure qualité de l'eau», en l'occurrence 60 € HT les 120m³ d'eau pour la régie, contre 23,28€ pour Veolia. Le maire redira qu'il n'a eu à l'esprit que les ménages, les entreprises et les services publics forts. «Chacun a pu librement débattre», affirme-t-il, soulevant une nouvelle bronca: «Vous l'aviez promis!». Il en vient aux comptes déficitaires de Veolia, mais il élude finalement sous l'assaut des remarques «Veolia philanthrope! Ça fait 10 ans que ça dure!».

«Aujourd'hui, on a les chiffres!»

Georges Cadiou, adjoint UDB chargé des politiques publiques de l'eau, prend la suite. Entre deux «Vendu!», il parvient à faire entendre sa voix sur le processus de décision. «J'aurais aimé pouvoir vous dire: on met en place une régie. Seulement voilà, aujourd'hui, on a les chiffres!». Il est coupé: «Ils sont faux, ils sont faux!». Il reprend: «Il n'y a pas de politique qui vaille, en dehors des réalités. Je ne serai pas l'adjoint de la hausse de l'eau. On ne fait pas d'idéologie avec le portefeuille des gens», finit-il avant de dévoiler son futur vote pro DSP, qui ne laissait guère de doutes. Vingt interventions au total, certaines très critiques sur la méthode et le rapport du cabinet Oxena. La délibération a finalement été adoptée à 22 h 30, par 34 voix pour, et les treize voix contre de Kemper l'Écologie à Gauche.